

Le modèle social de l'ensemble des États européens, et nous concernant ce qui reste des acquis du programme du Conseil national de la résistance (CNR), sont plus que jamais en péril.

Ce « Pacte » vient compléter et apporter « une valeur ajoutée » aux mesures de gouvernance économique déjà mises en œuvre : pacte de stabilité et de croissance, semestre européen, stratégie Europe 2020, ... avec, selon la Commission, « *l'objectif d'élargir et d'améliorer la surveillance des politiques budgétaires, mais aussi celle des politiques macroéconomiques et des réformes structurelles* ». **De nouveaux mécanismes de contrainte s'appliqueraient alors aux États membres qui ne respectent pas les règles.**

Les chefs d'État et de gouvernement sont invités à présenter dès maintenant les mesures qu'ils mettront en œuvre dans les 12 mois à venir.

À la demande du Conseil européen, « *un paquet gouvernance* » a été préparé par la Commission. Il est constitué de directives transposant le « *Pacte pour l'Euro* » et doit être présenté au Parlement européen en juin 2011.

**Par ailleurs, une révision du traité de Lisbonne est menée en catimini...**

Ces mesures ont fait l'objet d'une condamnation de la Confédération européenne des syndicats (CES) et de la plupart des syndicats français, de celle des partis de gauche et de nombreuses associations.

Pour s'opposer à ce pacte, des mobilisations européennes ont déjà eu lieu notamment le 9 avril dernier à Budapest avec l'Euro-manifestation de la CES. D'autres se mettent en place pour les semaines à venir.

**Les organisations ci-dessous qui se sont constituées en collectif appellent au refus de ce Pacte européen d'austérité et se prononcent pour une véritable Europe des peuples.**

**Collectif contre le pacte d'austérité et pour l'Europe des peuples**

**Premiers signataires :**

Attac-Isère, FSU, GU, PAG 38, PCF, PCOF, PG, UD-CGT,

**Pour information :**

Dans le cadre du tour de France des « **Économistes atterrés** » (économistes s'opposant à la pensée unique et libérale dans leur sphère), Attac-Isère les recevra pour une conférence-débat sur le thème :

**Pour sortir l'Europe de l'austérité et de la crise**

**Débat public, mardi 10 mai 2011 à 20 h**

**Maison du tourisme de Grenoble**



## LE « PACTE POUR L'EURO »

### L'austérité pour tous, au mépris de la démocratie

La Commission Européenne, à la demande d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy, et avec l'accord des Chefs d'État et de gouvernement de la zone euro et d'autres, vient de concevoir le « **Pacte de compétitivité** » renommé « **Pacte pour l'Euro** », qui sous prétexte de sauver l'euro, poursuit deux objectifs :

- Imposer des politiques d'austérité et de régression sociale à l'ensemble des pays de la zone euro et au-delà, aux autres membres de l'UE qui le décideront ;
- Porter une nouvelle atteinte à la souveraineté populaire nationale et à la démocratie, par un transfert de pouvoir vers la Commission et le Conseil, en matière économique, fiscale et sociale.

Ce pacte a été approuvé par les Chefs d'État et de gouvernement lors du Conseil européen des 24 et 25 mars 2011.

**Ainsi seront imposés :**

- La baisse des salaires (avec un encadrement des négociations sociales) et celle des « charges » sociales ;
- De nouvelles régressions de la protection sociale (retraites, santé, ...), le recul de l'âge de départ à la retraite ;
- Une nouvelle série de libéralisations, la poursuite de la casse des services publics, ... ;
- La précarité - flexisécurité - sera « promue » ;
- Les contraintes du pacte de stabilité (rigueur budgétaire) inscrites dans les constitutions nationales (en France, le Congrès serait convoqué pour juillet !) ;
- Les parlements mis sous tutelle, ...

**Les peuples et les salariés d'Europe seront encore plus mis en concurrence, entre eux et avec ceux du monde entier dont nos « partenaires stratégiques » (Chine, Corée, Inde, Brésil...).**

**Ce pacte est encore plus libéral que le traité de Lisbonne**

Au prétexte de l'explosion des dettes publiques provoquée par la crise financière et la baisse des impôts des plus aisés, les instances européennes, au service des nouvelles « *grandes féodalités économiques et financières* », font payer aux peuples la facture de la crise systémique du capitalisme.